

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18864 - 73ÈME ANNÉE

Les projections de l'INSEE confirment celles du PCR

Un million de Réunionnais dans 20 ans



Ces jeunes vivront-ils dans une île peuplée de plus de 400.000 pauvres ?

Depuis de nombreuses années, le Parti communiste réunionnais appelle les responsables politiques à tenir compte d'une échéance inéluctable : La Réunion comptera plus d'un million d'habitants en 2037, ce sera dans 20 ans. Hier, l'INSEE a présenté ces projections démographiques pour 2050. À cette date, le million de Réunionnais sera dépassé. La société du million d'habitants dépend bien des décisions qui seront prises aujourd'hui, faute de quoi La Réunion comptera au moins 400.000 pauvres dans 20 ans. Comment parler de développement si la crise actuelle continue ?

Cela fait déjà de nombreuses années que le PCR alerte sur les effets d'un phénomène inéluctable : la croissance démographique. Pour La Réunion, cela se traduit par une échéance inévitable : le million d'habitants. Les projections de l'INSEE se basent sur la poursuite de la tendance actuelle. En prenant en compte la même situation, la perspective sociale annonce des lendemains très difficiles si rien ne change.

Le million d'habitants sera dépassé en 2037, au moment où la majorité des Réunionnais actuels seront encore vivants et donc connaîtront cette période. Selon les projections de l'INSEE, notre île sera peuplée de 1,071 million de personnes en 2050. 25 % des Réunionnais auraient alors plus de 60 ans, ils seraient aussi nombreux que les moins de 20 ans. Ces plus de 60 ans ont aujourd'hui au moins 25 ans. Arrivé à plus de 60 ans, leur revenu dépendra de leur retraite. Or, les conditions pour avoir droit à une retraite décente ne cessent de se durcir. La durée de cotisation toujours plus longue est en effet en total décalage avec la pénurie d'emploi qui existe dans notre île. Dans ces conditions, comment réunir la durée minimale d'assurance prévue par les textes actuels. Autant dire que si rien ne change se prépare l'avènement d'une génération de retraités majoritairement sous le seuil de pauvreté.

Que produire à La Réunion ?

En 2050, les Accords de partenariat économique auront été signés depuis bien longtemps entre les pays voisins et l'Union européenne. Dans l'état actuel, ils prévoient la mise en concurrence de tout ce qui est produit à La Réunion avec ce qui vient d'à côté. Aujourd'hui, le libre-échange entre La Réunion et l'Europe met en concurrence les travailleurs de notre île avec ceux d'une industrie faisant partie des plus développées au monde. Comme La Réunion est un marché intéressant, des groupes extérieurs achètent des industries réunionnaises. Puis une fois le marché acquis, ils cherchent à délocaliser en Europe où le coût de production est moindre, pour vendre les mêmes

produits ici. C'est ce qui s'est passé avec la fermeture de la Société industrielle de Bourbon par Colgate-Palmolive, c'est ce qui se prépare avec le plan de licenciements préparé par ArcelorMittal dans sa filiale Profilage. Avec les APE, le risque de délocalisation sera encore plus fort, car il sera possible de produire encore moins cher chez nos voisins qu'en Europe. De plus, l'industrie ne sera pas la seule concernée, cela verra aussi l'agriculture et les services. La protection offerte par le Traité européen est une illusion. Car elle n'a pas empêché que soit supprimé le quota sucrier réunionnais et donc la mise en concurrence des planteurs de notre île avec ceux du monde entier. Pourtant, les 200.000 tonnes de sucre produites à La Réunion représentent à peine 1 % du marché européen, et leur protection n'est pas de nature à déséquilibrer ce même marché.

Si rien ne change, c'est à se demander ce qui sera encore produit à La Réunion en 2050, d'où la crainte d'une explosion du chômage avec plus de travailleurs privés d'emploi qu'en activité.

50.000 solutions d'emploi possibles

Aujourd'hui, plus de 40 % des Réunionnais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Si la tendance ne change pas, ils seront donc au moins 400.000 dans 20 ans. De quelle démocratie sera-t-il possible de parler si 400.000 compatriotes sont confrontés à l'urgence sociale quotidienne, terreau favorable aux abus de toutes sortes et notamment à la corruption exercée par de personnes peu scrupuleuses prêtes à tout pour se obtenir le pouvoir ou le garder ? Et plus largement, quel développement durable avec 400.000 pauvres à La Réunion ?

Le maintien du système actuel conduit bien à l'impasse, aggravée par la croissance de la population. Il importe donc de mettre en œuvre dès maintenant des mesures pour que le million d'habitants ne tourne pas à la catastrophe.

Pour sa part, le PCR propose 50.000 solutions d'emplois grâce à la création de deux grands services dans l'environnement et l'aide à la personne. L'intérêt du second est conforté par le résultat de l'étude

présentée hier par l'INSEE.

Les tendances démographiques soulignent un accroissement très important du nombre de personnes âgées. Il appartient aux responsables politiques actuels de mettre en œuvre dès maintenant les services qui permettront à ces aînés de mieux vivre. Ceci est en effet un gisement d'emplois durable.

La bombe à retardement NRL

Un autre grand chantier est celui de l'autonomie énergétique. Avec la poursuite de la croissance automobile au rythme actuel, notre île comptera plusieurs centaines de milliers de voitures et camions supplémentaires dans 20 ans. Ce sont autant de sources de bénéfices pour les groupes qui prospèrent sur l'importation de carburants, sans oublier la pollution avec les particules cancérogènes produites par ces véhicules. Le coût payé par les Réunionnais va exploser avec la raréfaction du pétrole. La réflexion doit amener vers une rupture avec la politique actuelle des transports. Il semble évident que cela passera par la reconstruction du train, fer de lance de l'autonomie énergétique.

En 2037, les Réunionnais seront encore en train de payer la facture de la NRL si jamais le chantier se poursuit. Et avec l'élévation du niveau de la mer et donc de l'intensité de la houle, ils auront également commencé à mettre la main à la poche pour payer l'entretien de la route en mer. La conjonction du coût de ce chantier et de la hausse de la facture pétrolière montre bien que la génération actuelle se prépare à laisser un cadeau empoisonné à La Réunion du million d'habitants.

M.M.

Edito

Grève à Albioma : quelle autonomie énergétique sans contrôle réunionnais des moyens de production ?

Hier à l'initiative de la CGT-EDF, une grève a été lancée dans les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge ainsi qu'en Guadeloupe. Les travailleurs ont été contraints à cette action pour faire avancer des revendications portant sur les conditions de travail. Ils soulignent en effet le manque d'effectif et un dialogue impossible avec la direction. Pour sa part, le propriétaire des centrales indique qu'il a voulu lancé les négociations et rejette la responsabilité du blocage sur les syndicats. Malgré tout, force est de constater que la situation sociale au sein de cette entreprise est si difficile, que les centrales ont cessé de fonctionner alors que des réquisitions avaient été faites. En conséquence, jusqu'à 85.000 abonnés à EDF ont été privés de courant une partie de la journée hier.

À La Réunion, les centrales thermiques du Gol et de Bois-Rouge sont les filiales d'une société française, Albioma, dont le siège se situe à la Défense, près de Paris. A juste titre, les syndicalistes estiment que c'est à Paris que les décisions se prennent, et demandent donc à discuter avec le siège central. Cela veut dire que la démarche de la direction de la filiale est superflue, car pour les travailleurs, ce n'est pas elle qui est le véritable interlocuteur sur les points de revendication.

Albioma s'appelait à l'origine Société industrielle pour le développement du charbon (SIDE), spécialisée dans les centrales électriques. Elle devint Séchilienne-SIDE après l'entrée au capital de la première société dans la seconde. Enfin

en 2013, le groupe change de nom avec un mot, Albioma, plus en rapport avec la notion de développement durable mettant en avant la biomasse, une matière première minoritaire dans les centrales thermiques du groupe à La Réunion. Ce groupe est contrôlé par des actionnaires pour qui notre île n'est pas le principal centre d'intérêt.

C'est bien là que se trouve le fond du problème. En effet, le secteur de l'énergie est stratégique pour un pays. Or, les deux principales entreprises de production d'électricité, Albioma et EDF, ne sont pas réunionnaises et c'est la France qui continue d'autoriser l'ouverture de centrales thermiques. Paris a permis à EDF de construire celle du Port, et à Albioma la turbine à combustion dans le Sud. Et quand un problème de dialogue social se pose, il est nécessaire de discuter avec une direction située à 10.000 kilomètres de La Réunion. Les Réunionnais supportent les conséquences de cette situation. Il serait en effet bien plus logique que ces questions de conditions de travail et de politique énergétique puissent se régler entre Réunionnais, car nous sommes les premiers concernés. En effet, quelle autonomie énergétique sans contrôle réunionnais des moyens de production ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Communiqué de l'INSEE**Un tiers des Réunionnais aura plus de 60 ans en 2050**

Voici le communiqué diffusé hier par l'INSEE à la suite de la présentation de sa dernière étude sur les projections de population pour La Réunion en 2050.



L'attraction exercée par le Nord est le résultat d'un aménagement du territoire qui a privilégié Saint-Denis.

Si les tendances démographiques récentes se prolongeaient, au 1er janvier 2050, La Réunion compterait 1,071 million de personnes, soit + 0,7 % par an en moyenne d'augmentation de population. Le seuil symbolique d'un million d'habitants serait alors franchi en 2037.

Le solde naturel resterait largement positif

Le solde naturel resterait le moteur de la croissance démographique,

avec les hypothèses de maintien d'une fécondité élevée et d'une espérance de vie continuant à croître, sans pourtant autant rattraper celle de la métropole. Mais ce solde naturel continuerait de baisser de manière tendancielle : l'excédent des naissances sur les décès se réduirait à 6 000 personnes en 2050, contre 9 500 personnes actuellement. En effet, le nombre de naissances se stabiliserait, tandis que le nombre de décès doublerait entre 2013 et 2050, sous l'effet du vieillissement de la population. Ce scénario de référence s'appuie sur l'hypothèse d'un solde migratoire avec la métropole égal au niveau observé entre 2010 et 2015 (- 1200 personnes par an en moyenne) et

d'un équilibre des échanges migratoires avec les autres Outre-mer français et l'étranger (autant de départs que d'arrivées). En considérant deux autres hypothèses en matière d'échanges migratoires, la population réunionnaise serait comprise entre 967 000 habitants et 1,113 millions d'habitants.

Un vieillissement marqué : forte progression du quatrième âge

La tendance au vieillissement se prolongerait puisque la durée de vie des Réunionnais continuerait d'augmenter. En 2050, un quart des Réunionnais auraient ainsi 60 ans ou plus, soit deux fois plus qu'en 2013. Les seniors de 60 ans ou plus seraient alors aussi nombreux que les moins de 20 ans. La part des 75 ans ou plus triplerait, passant de 4 % à 13 %. La structure de la population réunionnaise en 2050 ressemblerait davantage ainsi à celle de la métropole de 2013.

La population du Nord en croissance rapide

Dans l'hypothèse où les comportements migratoires internes observés actuellement se prolongeraient jusqu'en 2050, la population des quatre microrégions de La Réunion augmenterait. Ce scénario ne tient pas compte d'éventuelles nouvelles infrastructures ou de nouveaux quartiers qui pourraient modifier la donne. Selon cette hypothèse tendancielle, le Nord serait la microrégion la plus dynamique au niveau démographique. Le Sud et l'Est progresseraient au rythme annuel moyen de l'île. à l'Ouest, la population progresserait moins vite.

Lancement d'un appel à projet en vue d'une étude payée par un financement participatif

NoutNRL pour que la population reprenne la main sur la route en mer

Un appel public à financement participatif d'une étude d'esquisse étendue des alternatives à la digue et la création d'un Comité de pilotage réunissant les associations et personnalités choisies pour leur soutien particulier, pour contrôler et animer chaque étape. Ce sont les autres propositions formulées lundi lors de la conférence de presse d'ATR-FNAUT. Elles se traduiront notamment avec le site «NoutNRL.re»

Par des silences, des omissions, des non-dits ou des décisions différées, la Région soutenue par l'Etat, a anesthésié l'opinion, estime ATR-FNAUT. Elle l'a fait à tous les moments-clés du projet et a beau jeu, aujourd'hui, d'apprécier l'inertie majoritaire comme un soutien à ce chantier surdimensionné (seulement 1000 visiteurs annoncés par Réunion 1ere sur les « 10.000 fans de la NRL » mis en avant par la Région le 26 novembre 2017.

«Maintenant, le chantier est là et il faut le finir, dans les meilleures conditions possibles». D'où l'importance de rappeler que c'est un chantier en deux parties : viaduc & digues. «Ce qui est montré aux visiteurs, ce qui avance (plus lentement que prévu), c'est la partie « viaduc » ; la partie « digues » ne pourra pas commencer avant la révision de certains PLU et les procédures d'enquête publique d'ICPE, c'est-à-dire pas avant plus ou moins 2 ans au moins», précise Pascale David.

Pour un débat démocratique

Ce temps peut être un temps de débat démocratique et de réorientation du chantier. Dès le début, ATR-FNAUT a dit aux promoteurs que le plan de route en mer – monté dans la précipitation – n'était pas adapté à l'île, pas dimensionné à ses ressources.

Malgré les assurances des carriers données à certains, la digue de la NRL ne se satisfera pas d'une seule carrière à Dioré ou à Bois Blanc, à

Bellevue ou aux Lataniers ! Ces tentatives de division des associations de riverains, l'arrêt de PIG sur St leu et les premiers procès des majors du BTP, entre eux et avec la Région, contribuent au contraire au dérapage dangereux du débat public.

Un tel dérapage à La Réunion déjà trop confrontée aux tensions sociales peut être contenu, espérons-nous, par le partenariat des mouvements associatifs. Sinon comment crédibiliser autrement vers les instances régionale, nationale et européenne qui financent la NRL, un nouveau scénario qui soit alternatif à une digue en mer manifestement trop gourmande en matériaux ? Le chantier des digues est arrêté par le manque de matériau.

« Ce temps de latence peut permettre de dire ce que pourrait être un projet routier décidé démocratiquement, comment nous voyons « NoutNRL » », souligne Pascale David. « NoutNRL, c'est le nom du site que nous proposons d'ouvrir pour un appel aux dons participatifs. Chaque Réunionnais qui souscrit à notre projet pourra participer à la solution alternative qu'ensemble, nous allons mettre en débat dans l'opinion ».

Appel à candidature

ATR-FNAUT souhaite lancer un appel à candidature, en direction des bureaux d'études techniques et d'architecture, afin d'étudier la faisabilité d'une alternative à la pose de digues en mer – très consommatrices de matériaux. A cette fin les compétences architecture, structure, VRD, mécanique des sols et roches, environnement seront sollicitées.

Aujourd'hui, La Réunion est confrontée à un vrai problème – qui va entraîner des retards... et donc de nouveaux surcoûts – et l'opinion

va pouvoir juger de l'opportunité de réorienter le projet.

Nous disons à l'opinion réunionnaise et au-delà : vous pouvez contribuer à réorienter la NRL pour en faire « NoutNRL », notre route à tous, respectueuse de l'environnement réunionnais et de ses habitants ».

Avec les représentants des riverains des carrières

Un Comité de pilotage – constitué avec les représentants des riverains des carrières et de personnalités choisies pour leurs contributions particulières au projet – sera chargé de la gestion des fonds recueillis, qui seront intégralement alloués à cette opération. Tout l'argent collecté doit converger vers le financement des études de faisabilité des alternatives, d'une part et vers la communication et les animations destinées à faire connaître cette opération.

Dans un an au plus tard, le Comité de pilotage fera le point et fera connaître le résultat de l'opération.

La Région Réunion restant le Maître d'ouvrage de l'infrastructure, les associations veulent la convaincre de résilier le marché de digue pour défaillance des attributaires, de relancer les études et l'enquête publique sans tarder et à leur frais et risques et de définir des lots de travaux pour mobiliser davantage d'entreprises locales.

Demain dans Témoignages

Le « tout viaduc » : une fausse bonne idée

Tribune publiée dans « Le Monde » à l'occasion de la tournée d'Emmanuel Macron en Afrique de l'Ouest

« Africains, il n'y a rien à attendre de la France que nous ne puissions nous offrir à nous-mêmes ! »

Souvenons-nous : la Commission Culture Témoignages avait invité Jean Ziegler. Au terme de son exposé, il concluait que le salut de l'Afrique résidait dans sa déconnexion d'avec l'Europe et singulièrement de la France. C'était il y a 25 ans. La vie ne semble pas l'avoir démenti. Bien au contraire. L'Afrique continue d'être vassalisée par le service d'une dette pourtant plusieurs fois remboursée.

Les récents articles envoyés relatifs à l'affaire de Bouaké et au renversement de Laurent Gbagbo, le désastre libyen découlant de l'intervention franco-britannique, les incessantes difficultés créées au Tchad, Cameroun, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, etc, tout cela dure depuis 1961 et, tandis que nos grosses entreprises en retirent d'énormes bénéfices [dont quelques miettes sont utilisées pour asservir quelques dirigeants], ce sont les Africains qui paient l'addition et font le macabre décompte de leur jeunesse engloutie en Méditerranée, dans les océans Atlantique et Indien ou ensevelie au Sahara ou encore captive et réduite en esclavage par des bandes armées par l'Angleterre, la France et les USA.

Et tout l'Occident s'en moque.

« Plus grave encore, dans quelle mesure l'externalisation des frontières de l'Europe a-t-elle transformé les Etats maghrébins en garde-chiourmes de l'Occident, attisant par là même le vieux fond négrophobe et non interrogé de leurs sociétés, puis canalisant et détournant leur propre ressentiment contre le mauvais objet, les Négro-Africains que ces Etats enferment dans des camps de fortune, dont ils se débarassent en plein désert à la manière de déchets, lorsqu'ils ne les exposent pas à des pogroms et aux trafics d'un autre âge ? »

Et vient alors la conclusion confirmant les vues de Jean Ziegler :

« Plus que leurs aînés, les jeunes Africains savent que la survie de l'Afrique ne dépend pas de la France, tout comme la survie de la France ne devrait guère dépendre de l'Afrique. Elles ont compris que

le fait d'avoir eu, à un moment donné, un passé en commun ne nous condamne pas à envisager un futur ensemble, surtout si ce futur doit se construire à notre détriment. »

Quand une nation — la France — refuse toutes les occasions historiques de faire le bilan de siècles de colonisation indirecte puis directe, quand elle cultive à ce point l'arro-

gance d'une illusoire toute puissance, comment s'étonner qu'un jour ses victimes, toujours plus conscientes du formidable dynamisme de leur continent, lui tournent le dos ?

Jean

Extraits du Monde

Le dernier locataire de l'Elysée, que la presse de son pays surnomme Jupiter, s'apprête en effet à prononcer son discours sur l'Afrique à Ouagadougou, mardi 28 novembre. Comme il l'a d'ores et déjà montré s'agissant des Africains, il a la condescendance facile.

Tout cela, oublions-le un instant. Mettons de côté les éventuels malentendus, les affects colériques, voire l'indignation. Un fait néanmoins demeure : la relation avec la France a été et reste problématique pour les Africains.

Sa présence sur le continent constituerait, dit-on, une menace pour l'autonomie de nos peuples et leur soif d'autodétermination. Tantôt elle entraverait le rythme et la direction que devraient prendre les transformations dont nous avons tant besoin, tantôt elle imprimerait, de par ses actions, un cours paroxystique à ce processus, comme ce fut le cas hier lors du génocide des Tutsi au Rwanda, et comme cela risque d'être le cas demain, à la faveur de ce qui se trame en ce moment dans la bande sahélo-saharienne.

Puissance parasitaire, elle vivrait sur le dos de l'Afrique et ne devrait son rang dans le monde qu'au rapport d'extraction scellé avec les élites locales au moment de la décolonisation – rapport sans cesse reconduit sous des formes qui ne trompent plus personne. D'où, au sein des classes éduquées et de la jeunesse politisée, lassitude, raidissement et appels stridents à la rupture et au désengagement.

L'un des procès les plus significatifs intentés contre la France par les nouvelles générations d'Africains est d'avoir lié son sort à celui de classes dirigeantes qui n'hésitent pas à spolier l'essentiel de ce dont leurs peuples ont besoin pour créer et entretenir, chez eux, les infrastructures d'une vie humaine libre de toute humiliation, qu'il s'agisse des richesses de leurs sols et sous-sols, des ressources nécessaires à la production artistique et symbolique, ou des conditions anthropologiques de leur dignité. Héritière directe de l'ère du protectionnisme, de l'expansion coloniale et du racisme conquérant, cette politique aura surtout servi, depuis le XIXe siècle, de béquille au pirate, à l'aventurier et au bon samaritain, pour ne rien dire de la caravane armée et du chasseur d'hommes, du trafiquant d'esclaves et des compagnies concessionnaires aujourd'hui repeintes aux couleurs du jour.

Nou tout' ensemb, alon depist a nou

Journée mondiale de lutte contre le SIDA à La Réunion

Hier s'est tenue la conférence de presse des acteurs de la lutte contre le SIDA, à l'espace Sat Maron du Théâtre du Grand Marché, Centre Dramatique de l'Océan Indien. Les représentants des associations ARPS, RIVE, Sid'aventure, Planning Familial et Orizon avec les Cegidd Nord-Est et Ouest ainsi que le Corevih se sont réunis pour présenter leur action commune du 1er décembre.



Dans le cadre du 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le SIDA, les associations de prévention des risques liés à la sexualité : ARPS, RIVE, Sid'Aventure, OriZon, Refuge, Planning Familial ; ainsi que les CEGIDD Nord/Est, Ouest et Sud, se mobilisent pour proposer un village prévention aux quatre coins de l'île. Les acteurs de la lutte contre le SIDA et de la promotion de la santé sexuelle s'associent, soutenus par la COREVIH Océan Indien, pour proposer une action commune d'information / prévention / dépistage autour du VIH.

Le dépistage précoce du VIH reste un enjeu majeur. Dépistée tôt, une personne peut bénéficier d'un traitement adapté, transformant une

maladie mortelle en une infection chronique. L'intérêt est à la fois individuel et collectif diminuant considérablement le risque de transmission du virus à son/sa/ses partenaires. Le VIH ne se voit pas et des personnes peuvent être porteuses sans le savoir. Le dépistage est le seul moyen de connaître son statut sérologique.

Un « village prévention » sera organisé avec le soutien des villes de Saint-Pierre, Saint-Paul, Saint-Benoît et Saint-Denis sous le thème commun :

Nou tout' ensemb, alon depist a nou ! Vendredi 1er décembre 2017 de 9h de 16h

- Saint-Pierre : face à la Poste dans la rue des Bons Enfants ;
- Saint-Paul : marché forain (parking

quai Gilbert au pied du mur d'expression, libre entre la rue Suffren et la rue du Général De Gaulle) ;

- Saint-Benoît : place du marché couvert ;

- Saint-Denis : Carré Océan, en bas de la rue du Maréchal Leclerc.

Sur chaque site, les associations et les Cegidd recevront, informeront et orienteront. Au programme : dépistages anonymes et gratuits du VIH/SIDA par le TROD (test rapide d'orientation diagnostic, simple goutte de sang au bout du doigt) ou par prélèvement, dépistage de la syphilis et de l'hépatite B et C, animations autour des IST, jeux, mise à disposition de préservatifs. L'association Product'R qui regroupe des graffeurs réunionnais a été sollicitée dans le but de réaliser une performance en lien avec les risques liés à la sexualité. Un espace sera prévu pour exprimer les prouesses artistiques de nos artistes de rue.

Tous participeront aux 4 villages prévention qui se tiendront de 9h à 16h dans les quatre grandes villes de l'île : Saint-Benoît, Saint-Denis, Saint-Paul et Saint-Pierre.

Le représentant de Product'R était également présent pour confirmer la participation des graffeurs à cet événement, sous le thème « tout ensemb, alon depist a nou ».

In kozman pou la rout

« Travaye la klé i pèye tout suit »

Mi pans zot i koné kosa i lé in bèkèr d'klé, sansa in moun i travaye la klé. Pou gingn in moné, lo bèkèr d'klé i travaye in pé, an prinsip moins k'in zourné. Kisoï pou désharj panyé ! Kisoï pou grate in kour ! Kisoï ankor pou ède fé in déménajman ! An touléka, sa la pa in vré travaye dan lé règl, déklaré é tout mé konm i di, sa in manyèr mète do bèr dann z'épinar, in manyèr aranjan in pé lo kotidien... Zordi nana travaye o noir, mé la pa ditou konm travaye la klé. Lo travayèr o noir i kroi li fé in bon n'afèr, alé oir li la fé abiz dsi li, la plipar d'tan. Alé ! M lèss azot réfléshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétasyé.

Oté

L'om lé kapab invant bann tiktak pou arête fatig l'anvironeman épi la santé d'moun

Matante Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dovan l'éternité, mi pans zordi zot i doizète bandé an transtis. Pou kosa mi di sa ? Mon nové, ou i gnor pa mi suiv a titré l'aktyalité. Ou i koné dopi in bon koup de tan nana désèrtin i vé arête avèk in sèrtin lézèrban, lo glyphosate, alé oir d'ote i di konmsa i fo pa flank kou d'pyé dann zasyète manzé bann plantèr pars napoin arien pou ranplas produi la pou l'instan é lézèrban la lé vréman nésésèr. Alor, i donn la pèrmisyon an sèrvir sink an an plis, épi sink an anplis. So foi isi, in pé plis, téi armète pa lo sinkan anplis é sré konmsi lo produi lété kondané a mor. Mé oila, l'érop i sort armète ankòr sink z'ané dsi, é sak té kont lé kite pou z'ot biskui. Tok ! Pran sa pou toué épi tout lé zot moralis an sirkilasyon.

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la bous rouvèr, i étone pa moin d'antann aou koz konmsa, pars lé vré ou i siuiv l'aktyalité, lé vré ou i intèrès aou, mé in tort fason d'intérésé.

Pou kosa mi d sa ? Pars vi koné bien latant tut ban produi shiik la pa bon pou bann plantasyon, konm lé pa bon pou la santé d'moun. Si ou i vévé matant bann plantèr kashyète dsou la bash plastik dann z'ot traktèr apré bonbard l'èr, la tèr, lo bann boi, épi mèm lo bann pti zanimò avèk z'ot l'arozaz produi. Si in moun la pankor pèrd la tête li pé konprann toutsuit sa la pa bon pou la natir.

Arzout avèk sa, kan i pilvériz bann plantasyon lo voizinaz ziska fé krèv ali, n'inport ki, mèm in marmaye tann i pé konprann sa i rann pa 'imanité é sèrvis é té pou sa té i dové fni avèk sa... Matant sa la pa in viktoir pou l'imanité, sa in défète pou l'imanité é si i kontinyé konmsa, mi pé dira ou l'imanité la pou gingn kou d'boi é lé riskab détrui ali par li mèm.

Matant, vi koné l'om lé asé instruiyé, asé ékipé, pou arête avèk tout bann produi danzéré. Li lé asé ékipé pou trouv in bon tiktak pou dézèrbé épizapré arête fatig nout l'anvironemen épi la santé d'moun. Tok ! Pran sa pou ou.

Justin